

## Militarisation et politique de genre

Andrée Michel

Volume 8, numéro 1, 1995

Femmes, populations développement

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057817ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057817ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Michel, A. (1995). Militarisation et politique de genre. *Recherches féministes*, 8(1), 15–34. <https://doi.org/10.7202/057817ar>

Résumé de l'article

La militarisation des sociétés contemporaines se traduit par un haut niveau de dépenses militaires (surarmement) et de ventes d'armes et par la multiplication des conflits armés. L'impact de ces trois aspects de la militarisation sur la situation des femmes révèle qu'une « fonction latente » du système militaro-industriel réalise en fait une véritable politique patriarcale du genre, en reproduisant et en élargissant la domination des femmes par les hommes.

---

## ARTICLES

### Militarisation et politique du genre

Andrée Michel

La recherche féministe s'est trop souvent désintéressée des processus de militarisation. Certes, de nombreuses recherches ont étudié le sexisme à l'intérieur de l'armée. Cynthia Enloe (1983 : 220) est la première à qualifier l'armée d'« institution à quintessence masculine » et à suggérer que l'économie politique internationale et la politique du pouvoir militaire sont affectées par le genre (Enloe 1985). Toutefois, les aspects descriptifs du sexisme, engendrés par la militarisation des sociétés contemporaines, n'ont pas été analysés jusqu'ici en tant que « politique du genre », remplissant une fonction latente au sein du système improprement nommé « système militaro-industriel » dont la fonction explicite est d'assurer « la sécurité nationale ». Dans le présent article, et sans prétendre à l'exhaustivité, nous tenterons de montrer qu'à travers la militarisation les « complexes militaro-industriels », formations sociales érigées en systèmes militaro-industriels (SMI), structurent l'économie et le pouvoir et élaborent une « culture de guerre » de façon à préserver et à renforcer la domination des hommes sur les femmes. De sorte qu'il est légitime de parler de « politique du genre » comme fonction latente d'un système qui se présente en grand défenseur de la sécurité des deux sexes.

### La militarisation dans les sociétés contemporaines

La militarisation se définit par trois critères : les dépenses militaires, le commerce des armes et les interventions armées, menées soit au cours de guerres civiles, soit au cours de guerres opposant des nations ennemies (Kemp 1984). Certes, la fin de la guerre froide a été suivie dans les grands pays industriels, à l'exception de la France, d'une diminution du niveau des dépenses militaires publiques, mais ce niveau reste encore trop élevé, atteignant, en 1993, 600 milliards de dollars américains pour les seuls programmes militaires (Léger-Sivard *et al.* 1993 : 5). Si les accords de désarmement entre les deux superpuissances ont produit leurs effets, en revanche, la recherche axée sur la mise au point de nouvelles technologies militaires et spatiales plus performantes, n'a diminué que symboliquement. Aux États-Unis et en Europe de l'Ouest par exemple, en 1991, le montant de la recherche militaire et spatiale publique atteignait 50 milliards de dollars, soit environ le même niveau que la totalité des dépenses publiques pour la recherche civile consacrée aux besoins sociaux (éducation, santé, transports, énergie, etc.) (Léger-Sivard *et al.* 1993 : 18).

La baisse du commerce des armes touche surtout les pays développés, et beaucoup moins les pays en voie de développement où la diminution des dépenses des uns est compensée par la croissance des autres (Léger-Sivard *et al.* 1993 : 10). Les nouvelles commandes d'armes restent très élevées au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est (Mack 1993). De plus, la réalité du commerce des armes est en partie masquée par deux phénomènes qui progressent depuis la fin de la guerre froide. Le premier est un marché noir des

armes florissant. Le second est le volume inhabituel de transferts gratuits, résultant de la fermeture de bases militaires, d'accords de désarmement ou de retraits des forces armées (Léger-Sivard *et al.* 1993 : 19). Tout cela conduit à un risque énorme de prolifération nucléaire horizontale. En outre, les grandes quantités de plutonium, produites par les centrales nucléaires ayant pour but la production d'électricité, peuvent être utilisées pour la fabrication de bombes, augmentant ainsi les chances de vol, de piratage et de diversion clandestine du matériel militaire (Léger-Sivard *et al.* 1993 : 13), comme l'ont révélé des affaires récentes.

Quant aux opérations militaires, même si les conflits entre États sont remplacés par des conflits internes, leur nombre n'a jamais été aussi élevé sur l'ensemble de la planète. En effet, 40 ans de guerre froide ont permis à chaque peuple d'entasser une quantité d'armes considérable que l'on consomme aujourd'hui en réglant par la violence militaire des conflits qui auraient pu être résolus par la prévention et la négociation. En 1992, on estimait à 29 le nombre de « guerres majeures » définies comme provoquant la mort de 1 000 personnes et davantage (Léger-Sivard *et al.* 1993 : 20). De plus, le nombre de personnes tuées pendant ces guerres a été le plus élevé au cours de la période allant de 1976 à 1993, diffusant ainsi « un modèle de croissance de la violence et de la souffrance humaine dans les guerres locales » (Léger-Sivard *et al.* 1993 : 20).

Aujourd'hui, les guerres de Yougoslavie, du Rwanda, d'Afghanistan et de Tchétchénie sont les illustrations les plus frappantes de ce développement. À la lumière de ces faits, on peut estimer que la « démilitarisation » à l'échelle de la planète reste plus un mythe qu'une réalité.

## **Les fonctions latentes de la militarisation par les systèmes militaro-industriels**

Dans les États-nations, la grande masse des citoyens et des citoyennes a accepté le surarmement pendant plus de 40 ans, au nom de l'impératif de la « sécurité nationale ». Cette rhétorique récurrente a créé un consensus national pour légitimer des budgets militaires, le plus souvent exorbitants, les femmes n'exprimant surtout leurs divergences avec les hommes que lorsque la violence armée est utilisée pour régler un conflit (Michel 1994).

La sociologie de l'ordre militaire mondial (World Military Order) demeure un nouveau champ de recherche, relativement peu exploré par les chercheuses, comme si la militarisation des sociétés contemporaines n'était pas liée intrinsèquement à une politique du genre. L'insuffisance d'une sociologie critique du phénomène de militarisation, qui a été au centre du développement des sociétés contemporaines depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, est en particulier responsable de l'indifférence de la population à l'égard des problèmes de militarisation.

De même, en dehors de l'institution militaire, il existe fort peu de recherches féministes sur l'ensemble des acteurs socio-économiques qui constituent les formations sociales présidant à la militarisation. Qualifiées à tort de complexes militaro-industriels (CMI), ces formations sociales admettent d'autres acteurs que les militaires de haut rang et les industriels de l'armement. Ainsi en font partie d'autres composantes sociales, en particulier les scientifiques à la tête des grands laboratoires travaillant pour la défense, les banquiers qui alimentent le

marché des armes en accordant des crédits tant à ceux qui les produisent qu'à ceux qui les achètent, la grande cohorte des « faucons » bureaucrates : hauts fonctionnaires, hommes politiques et journalistes qui défendent, dans les ministères visés, les partis politiques, les parlements et les médias, les intérêts des lobbies militaro-nucléaires et industriels (Michel 1985). En réalité, les CMI ont érigé des systèmes militaro-industriels que, compte tenu de leur composition, on devrait plutôt désigner par l'appellation barbare de « système bureaucratiscientifico-militaro-industriel et bancaire ».

L'analyse sociologique s'efforce de décrypter les fonctions latentes d'un système, masquées par ses fonctions manifestes. Robert Merton constate que c'est l'échec des fonctions manifestes d'un système qui a conduit les sociologues à en rechercher les fonctions latentes (1963 : 151) :

partant du point de vue fonctionnel que les *patterns* et les structures sociales durables devraient généralement remplir des fonctions positives alors qu'actuellement celles-ci sont mal remplies par les *patterns* ou les structures existantes, l'idée nous vient que peut-être cette organisation publiquement calomniée satisfait, dans les conditions présentes, à des fonctions latentes essentielles.

De plus, selon le même auteur (1963 : 145),

les fonctions latentes sont ignorées par tout le monde car elles ne sont ni voulues, ni généralement reconnues dans leurs conséquences sociales ou psychologiques. Pourtant, les découvertes concernant les fonctions latentes agrandissent le champ de la connaissance plus que ne le font celles concernant les fonctions manifestes. Elles sont aussi éloignées des vues « de bon sens » sur la vie sociale.

Alors que, selon la thèse des membres des SMI, la militarisation des sociétés contemporaines existe pour assurer la sécurité de chacun et de chacune, en fait, comme l'enseignait à ses étudiants et étudiantes l'économiste américain Kenneth Boulding (cité dans Renner 1989 : 136), « la défense est maintenant le plus grand ennemi de la sécurité nationale ».

Voilà qui nous amène à rechercher les fonctions latentes des systèmes de « défense » des grandes sociétés industrielles contemporaines, basés depuis 40 ans sur une militarisation à outrance, alors que la sécurité aurait tout aussi bien pu être basée sur la prévention, la négociation et le dialogue.

Ces fonctions latentes ont déjà été mises en évidence : reproduction et élargissement de la domination des pays du Nord sur les pays du Sud, des inégalités sociales et économiques internes à chaque État-nation et des inégalités basées sur le genre (Michel 1985). Bref, le SMI vise implicitement à préserver le *statu quo* dans la domination d'une zone géopolitique sur les autres, des classes privilégiées à l'intérieur des États-nations et des hommes sur les femmes (Michel 1985). Autrement dit, le système militaro-industriel engendre une politique de relations internationales, une politique de classe et une politique du genre, mais ces trois politiques ne sont jamais énoncées en tant que telles par les promoteurs des SMI ni perçues en tant que telles par ceux et celles qui les subissent.

Notre article se limitera à décrypter la politique du genre, pratiquée par les SMI. Pour ce faire, en dehors des violences exercées en temps de guerre à l'égard des femmes, nous montrerons comment, en temps de paix, fonctionne, aux dépens des femmes, une logique économique, politique et culturelle, promue par les SMI.

## **La militarisation et la politique du genre dans l'accès à l'emploi**

La militarisation de l'économie renforce le chômage à l'encontre des femmes et accuse la division sexuelle du travail, réalisant ainsi une véritable politique du genre relative à l'emploi.

En contractant le marché du travail, la militarisation rend plus aléatoire pour les femmes l'accès à une activité professionnelle. De multiples facteurs concourent à faire des industries militaires des industries à forte concentration de capital et à faible utilisation de main-d'œuvre (*labor saving, capital intensive*) : les salaires des ingénieurs et techniciens y sont beaucoup plus élevés que dans l'industrie civile; la fabrication d'armes sophistiquées exige beaucoup plus de matériaux rares et précieux que les productions manufacturières et elle est plus souvent automatisée (Melman 1988). À partir de ces faits, diverses recherches ont montré que, avec la même somme d'argent, on peut créer, suivant les secteurs, de deux à quatre fois plus d'emplois dans le civil que dans le militaire (Nations Unies 1983). Par conséquent, la militarisation de l'économie est un facteur de chômage.

Les femmes sont les principales perdantes de la militarisation de l'économie, comme l'a montré une recherche américaine portant sur l'impact de la croissance des dépenses militaires sur l'emploi. Ayant fait le bilan des postes créés dans les industries militaires au cours de la première administration de Ronald Reagan (1981-1985) et l'ayant comparé, état par état, au nombre de postes créés ou disparus dans le secteur civil, Marion Anderson et ses associés ont trouvé un déficit d'emplois de 1 146 000 postes de travail dans le secteur civil (Anderson, Frish et Oden 1986 : 1). Sur ce nombre, 80 p. 100 des postes avaient été perdus par les femmes (Anderson 1988 : 133). En effet, ces pertes d'emplois avaient porté en priorité dans les secteurs où les femmes travaillaient. Entre autres, les femmes perdirent 600 000 emplois dans le commerce de détail et 349 000 dans les services médicaux et de santé, tandis qu'au cours de la même période les femmes ne gagnèrent que 2 160 postes d'ingénieures (Anderson, Frish et Oden 1986 : 4).

De plus, la militarisation de l'industrie a diffusé et aggravé la division sexuelle du travail, et ce, dans l'industrie tant militaire que civile. Ainsi, en France comme en Allemagne, l'entrée massive des femmes dans l'industrie de guerre s'est accompagnée de l'introduction du taylorisme (Dressen 1985 : 7). Or le taylorisme repose sur la division sexuelle du travail, et ce, aussi bien dans les usines des pays industrialisés que dans celles des pays en développement, quelles que soient les différences de productivité ou d'organisation (Dressen 1985 : 7). Même là où les fameux cercles de contrôle de qualité (CCQ) ont remplacé le taylorisme, le contrôle exercé sur les ouvriers et les ouvrières par la maîtrise n'a pas disparu pour autant.

Dans les industries militaires, ce sont les ouvrières qui sont le plus souvent contrôlées et dépourvues de pouvoir de décision. D'après Benjamin Coriat (cité

dans Dressen 1985 : 7), la robotique et la micro-électronique sont nées des besoins de l'industrie d'armement. Ce sont aussi des secteurs d'activité qui portent à un degré supérieur la séparation conception-exécution, en concentrant le travail féminin dans les tâches d'exécution remplies sous la contrainte du rythme et de la cadence.

L'industrie des composants électroniques qui s'est implantée dans le Tiers-Monde, où le taylorisme est poussé à son expression la plus inhumaine, est le résultat des contrats accordés par le Pentagone aux universités américaines afin qu'elles axent leurs recherches sur les semi-conducteurs de la nouvelle génération nécessaires aux équipements en communication, aux « bombes propres », aux systèmes de guidage des missiles, ordinateurs, calculateurs à main et montres digitales (Frobel, Heinrichs et Kreye 1980). Dans ces usines du Tiers-Monde où 85 p. 100 de la main-d'oeuvre est féminine, où l'organisation du travail est militarisée et les conditions de travail désastreuses, la direction utilise les formes patriarcales de subordination des femmes aux hommes et exerce une répression impitoyable dès qu'elles osent protester (Grossman 1981).

Ces méthodes d'intensification du travail ont été importées aux États-Unis où les ouvrières travaillant aux mêmes productions sont soumises au chantage à l'emploi. Il en est ainsi pour les 50 000 ouvrières de l'électronique de la Silicon Valley, en Californie, qui sont menacées de voir leurs usines transplantées en Asie si elles refusent les cadences infernales et les conditions désastreuses de travail (Grossman 1981).

On peut dire que l'ordre militaire mondial sert à garantir l'exploitation des ouvrières au sein de « l'usine globale » à la dimension de la planète. Car la division sexuelle du travail, observée dans les usines d'armement européennes et américaines du début du siècle et aujourd'hui dans l'électronique militaire du Tiers-Monde, a servi de modèle pour renforcer la place des femmes dans l'industrie civile américaine dans les emplois précaires, peu qualifiés et mal payés, tandis que les postes les plus qualifiés, les mieux payés, jouissant d'avantages sociaux et de la sécurité de l'emploi, sont dévolus aux hommes. Telle était la situation de l'emploi des ouvrières américaines de l'industrie civile au moment où les dépenses militaires atteignaient sous Reagan leur plus haut niveau (Smith 1984) et, depuis, cette tendance n'a fait que s'accroître (André 1993).

En France, l'industrie de la défense se soucie fort peu de la « sécurité » des ouvrières. Ainsi, Thomson, fabricant d'électronique pour les missiles nucléaires, s'est heurté aux grèves des ouvrières refusant le travail de nuit que cette firme voulait imposer pour augmenter la productivité.

La place des femmes dans les forces armées représente aussi une politique d'utilisation des femmes dans le travail qui a gagné les secteurs les plus divers de l'économie. Ainsi, en France, en 1986, les 14 500 femmes militaires de l'armée française composaient 6,6 p. 100 de la totalité du personnel en activité, mais 1,5 p. 100 d'entre elles seulement avaient le grade d'officière (Reynaud 1988 : 188). Cette hiérarchie professionnelle se retrouve dans les forces armées d'autres pays qui se sont ouvertes à l'emploi des femmes, sauf aux États-Unis où celles-ci ont un pourcentage d'officières (11 p. 100) correspondant à leur proportion dans l'ensemble des forces armées américaines actives (Wechsler Segal 1993 : 85). Cette situation, apparemment meilleure, coexiste avec une forte division du travail par genre. En effet, 70 p. 100 des femmes militaires sont

concentrées dans les emplois relatifs à la santé, à la communication, aux services administratifs et d'intendance (Wechsler Segal 1993 : 87). En contrepartie, elles sont quasi absentes des postes de spécialistes et d'ouvrières qualifiées dans l'électronique, la mécanique et la maintenance.

D'une façon générale, même quand quelques femmes très qualifiées sont dotées de hautes responsabilités techniques ou commerciales dans les industries militaires ou les forces armées, elles ne constituent qu'un phénomène marginal qui permet à leurs supérieurs hiérarchiques de se donner une image de marque auprès du public. De plus, alors que la crise du recrutement masculin avait favorisé l'entrée des femmes dans l'armée, aux États-Unis, depuis la fin de la guerre froide, la réduction des forces militaires s'accompagne de la perspective d'une diminution du taux de femmes militaires et du renouveau des débats sur les avantages et les inconvénients de la présence des femmes dans l'institution militaire (Wechsler Segal 1993 : 91-93).

Au total, la division sexuelle du travail, aussi bien dans les usines d'armement qu'au sein de l'institution militaire, représente une sorte de *pattern* et a constitué un frein puissant à tous les efforts des mouvements féministes pour briser la ségrégation sexuelle toujours présente dans la vie professionnelle. Les progrès dans ce domaine sont dérisoires : même si les femmes, lassées d'être les « servantes au grand cœur » du foyer familial, ont élevé notablement leur taux d'activité un peu partout dans le monde, elles restent cantonnées le plus souvent dans un deuxième marché du travail, nettement défavorisé par rapport au premier.

Cynthia Enloe soutient que le système militaire a besoin des femmes pour fonctionner mais à condition qu'elles soient limitées à certains rôles traditionnels afin de faciliter pour les hommes l'exercice de leur leadership à la tête du pouvoir militaire et politique ou tout simplement leur accomplissement du « devoir » militaire sur le terrain. Ces rôles se décomposent ainsi :

- infirmières, envoyées en première ligne au cours des combats, alors que l'idéologie officielle et l'opinion publique y sont hostiles;
- ouvrières de l'industrie militaire, dont on a déjà décrit les conditions de travail désastreuses;
- prostituées destinées au repos « du guerrier », dans les zones de *rest and leisure* situées tantôt à proximité, tantôt loin du théâtre des opérations militaires;
- militaires, « intégrées » à l'armée et sujettes au sexisme plus souvent que sur le marché du travail civil;
- épouses d'officiers de haut rang vivant autour des bases militaires, chargées, outre la reproduction physique et sociale de la caste, d'assurer gratuitement des services sociaux auprès des militaires défavorisés (Enloe 1983).

La pression exercée par les différentes composantes du système militaro-industriel pour cantonner les femmes dans ces rôles traditionnels de subordination et d'infériorité met en jeu une stratégie politique implicite de genre dont les acteurs et les actrices n'ont peut-être pas toujours conscience mais qui n'en est pas moins dommageable pour le développement et pour la promotion des femmes. Ce système fonctionne comme un véritable système patriarcal qui

les instrumentalise en les traitant comme des moyens assujettis à la reproduction et à l'élargissement des profits d'une économie militarisée.

## **La militarisation et la politique du genre dans l'accès au pouvoir et à la citoyenneté**

Le SMI fonctionne également comme un système patriarcal dans la place qu'il réserve aux femmes dans l'accès au pouvoir et à la citoyenneté. Dans ce but, les SMI mettent en oeuvre une politique du genre. Non seulement les femmes sont-elles traitées comme des citoyennes de seconde zone par rapport aux hommes en ayant une place très réduite dans les instances de décision, mais leurs aspirations sont le plus souvent méprisées et sacrifiées aux intérêts égoïstes des CMI qui forment le noyau dur du pouvoir dans les sociétés militarisées. Politique de classe et politique du genre se conjuguent étroitement aux dépens des femmes qui constituent non seulement les couches les plus pauvres dans chaque pays et dans la population mondiale mais aussi la catégorie ayant le moins de pouvoir politique et social.

En instaurant un véritable filtre pour l'accès au pouvoir de décision, les SMI mettent les femmes dans une situation d'exclusion dont elles ont beaucoup de difficultés à s'évader. Cette évidence s'impose quand on examine la composition par genre des CMI et des parlements et le mépris des aspirations des femmes.

### **L'exclusion des femmes du pouvoir invisible des CMI**

L'exclusion des femmes du pouvoir invisible des CMI a fait l'objet d'une recherche en profondeur de l'Oxford Research Group, dirigé par Scilla McLean. D'après cette auteure, la composition des organismes de décision, relatifs aux armes nucléaires qui ont dominé, pendant toute la guerre froide, l'appareil de défense des Cinq Grands (États-Unis, URSS, Angleterre, France, Chine), révèle une composition par genre qui excluent les femmes, d'où leur appellation *old boys' network* (McLean 1986). Leurs pratiques sexistes sont identiques, malgré les différences de culture et d'idéologies qui opposent ces adversaires. Ces organismes « forment des cercles puissants qui partagent des croyances et des valeurs, qui semblent aussi se vouer au secret, imperméables à tout autres croyances et idées alternatives » (Oxford Research Group 1984).

Ces « invisibles structures » sont basées sur l'exclusion des femmes. L'exceptionnelle présence de femmes politiques au plus haut de la hiérarchie d'un État militaro-nucléaire, comme celle de Margaret Thatcher, est liée à leur adhésion totale à la cause de cet État.

En Angleterre, 41 p. 100 des hommes qui ont des positions clés dans le système de défense ont poursuivi leurs études dans les universités élitistes d'Oxford et de Cambridge, qui avaient jusqu'à une date récente interdit leur accès aux étudiantes, et 59 p. 100 de ces hommes se déclaraient membres de clubs très fermés dont l'accès est également interdit aux femmes (Oxford Research Group 1984). En France,

il existe une élite du pouvoir diffuse, hautement disciplinée, bureaucratiquement orientée, le système des mandarins, formé des anciens étudiants des grandes écoles et des grands corps de l'État. Les hommes en réelle position de pouvoir dans le système appartiennent presque tous à la caste des « fonctionnaires d'élite ».

Oxford Research Group 1984

Aux États-Unis, en France, en Angleterre, à la sélection que constitue l'accès à des études longues et coûteuses dans des universités de premier rang ou dans les grandes écoles s'ajoutent d'autres filtres (réseaux de relations professionnelles, clubs privés) qui pratiquent aussi l'élimination des femmes.

Cette exclusion permet plus facilement d'ignorer les revendications des femmes qui vont à l'encontre du code de valeurs patriarcales, véhiculées par ces *old boys' networks*. Ces valeurs utilisent la rhétorique la plus bornée et la plus archaïque de la société patriarcale :

- la paix ne peut résulter que de la préparation à la guerre et de l'accumulation d'armes (*si vis pacem, para bellum*), toute autre conception de la sécurité étant exclue;
- les femmes sont faites « par nature » pour enfanter et les hommes, pour les protéger en utilisant la défense armée, tout autre modèle de relations entre les genres étant repoussé même quand l'engagement des femmes dans l'armée déroge au principe;
- l'« équilibre des forces » entre adversaires exige la poursuite sans fin des recherches et la fabrication d'armes, alors qu'on a pu montrer que les statistiques invoquées pour légitimer celles-ci reflétaient non pas l'objectivité mais les processus par lesquels elles ont été collectées et les motivations de ceux qui les produisent, etc. (Radical Statistics Nuclear Disarmament Group 1982 : 1).

La rhétorique des *old boys' networks* domine tous les débats sur la défense, du moins quand ce débat existe, ce qui, d'après l'amiral Sanguinetti, n'a jamais été le cas de la France, au contraire des autres grands pays industriels. Elle élimine toute pensée critique qui ose examiner ou contester la prémisse sur laquelle elle repose. Elle occulte tout message qui révèle les fonctions latentes de la violence militaire. Elle légitime et prône l'idéologie nataliste, idéologie qui fait partie d'un consensus national en France, au même titre que le consensus de la défense nucléaire.

Dans ce pays, on diffuse les discours de spécialistes qui prônent le natalisme comme moyen de développement et de grandeur nationale, tandis qu'on occulte ou qu'on discrimine professionnellement ceux et celles qui sont d'avis contraire. A-t-on jamais demandé aux étudiantes et aux étudiants français de réfléchir à la théorie de Gaston Bouthoul (1970) selon laquelle une fonction latente des guerres serait de constituer des « avortements différés ». Dans cette perspective, les guerres surgiraient à un moment et dans des circonstances où les dirigeants sont acculés à les faire pour résoudre le problème de l'équilibre entre ressources et population. Quoiqu'on pense de cette théorie, une évidence s'impose : militarisme et natalisme sont liés non seulement dans l'esprit des dirigeants mais aussi dans l'opinion publique.

Aux États-Unis, Daniel Granberg (cité dans Pollock Petchevsky 1984 : 81) a montré une corrélation, dans l'opinion publique américaine, entre l'opposition à l'avortement et une position favorable à la croissance des dépenses militaires. En revanche, « l'opposition à l'avortement s'est révélée être inversement proportionnelle à l'opposition à la guerre du Vietnam ».

Dans la même logique, dans des buts électoraux, les dirigeants les plus bellicistes des États-Unis, comme Ronald Reagan et George Bush, ont favorisé non seulement les interventions militaires directes ou indirectes de l'Amérique dans les pays d'outre-mer et promu les ventes d'armes, mais simultanément ils s'efforçaient de restreindre les droits des femmes concernant la planification familiale et l'avortement thérapeutique. Il leur fallait en effet séduire la « majorité morale » dont ils se réclamaient sur le plan électoral, une majorité créée et confortée par le lobby militaro-industriel américain, toujours plus avide de profits pour les firmes militaires et pétrolières, et qui avait su utiliser avec habileté le système médiatique pour arriver à ses fins (Astre et Lépinasse 1985).

Il y a donc totale incompatibilité entre les structures et les valeurs patriarcales des CMI et les aspirations des femmes à la liberté, revendiquée en vue de leur émancipation. D'où la nécessité de les exclure du pouvoir invisible des CMI.

### **L'exclusion des femmes du pouvoir visible des parlements**

Les récentes statistiques de l'ONU révèlent que, à un niveau comparable de développement, les femmes sont d'autant plus absentes des parlements que le pays est militarisé par le niveau de ses dépenses et de ses engagements militaires et d'autant plus présentes que ce niveau est bas. Ce qui signifie que le système militaro-industriel est l'archétype du système patriarcal, hostile à la promotion des femmes dans l'une des structures les plus représentatives du pouvoir. Les données révèlent en effet qu'en 1992 :

- aux États-Unis, en Angleterre et en France, pays très fortement militarisés, les femmes ne formaient respectivement que 10 p. 100, 9 p. 100 et 6 p. 100 de la totalité des personnes élues au Parlement (PNUD 1994 : 201);
- en revanche, en Suède, en Norvège, au Danemark et en Finlande, pays plus favorables à la négociation qu'aux conflits militaires, elles occupaient respectivement 33 p. 100, 38 p. 100, 34 p. 100 et 39 p. 100 des sièges au Parlement (PNUD 1994 : 201), soit une proportion de trois à six fois plus élevée.

La politique du genre des CMI exige que les femmes soient exclues du pouvoir politique visible que représentent les parlements, car si elles s'y trouvaient en nombre suffisant au lieu d'y constituer une représentation symbolique, elles pourraient ébranler les postulats et les dogmes de l'ordre militaire. Les enquêtes d'opinion, menées au cours des 20 dernières années tant en Europe qu'aux États-Unis, ont en effet mis en évidence le *gender gap* grandissant entre hommes et femmes quant à l'utilisation de la violence militaire pour régler un conflit.

À partir des recherches menées aux États-Unis pendant trois décennies, Shapiro et Mahajan (cités dans Gallagher 1993 : 26) ont montré que le fossé entre les genres sur la politique de l'utilisation de la force militaire a été dans le passé « modérément large, généralement deux fois plus que la différence de genre sur les autres problèmes ». Ce fossé s'exprime quand les options faisant appel à la force militaire sont présentées comme des solutions aussi bien à une situation hypothétique qu'à un conflit politique réel. Ainsi, durant les guerres de

Corée et du Vietnam, les femmes américaines ont été beaucoup plus nombreuses que les hommes à dire que l'action militaire avait été une faute et à préférer le retrait des forces militaires américaines (Gallagher 1993 : 26). Toujours aux États-Unis, on constate que, depuis 1980, ce *gender gap* s'est considérablement creusé.

La comparaison des opinions des hommes et des femmes opposées au recours à la guerre pour trancher le conflit soulevé par l'invasion du Koweït par l'Irak est la meilleure illustration de la dimension du *gender gap* dans quatre grands pays industriels :

Pourcentage de femmes et d'hommes opposés à une solution militaire du conflit provoqué par l'invasion du Koweït

	Hommes	Femmes
États-Unis (Gallagher 1993 : 29)	48%	73%
Japon (Femmes [...] 1991 : 28)	42%	75%
Angleterre (International Resisters to Wars 1991 : 1)	32%	75%
France (Un sondage [...] 1991)	36%	56%

Dans ces quatre pays développés, les femmes étaient beaucoup plus nombreuses que les hommes à repousser la guerre. Tandis qu'elles représentaient les trois quarts des femmes aux États-Unis, au Japon et en Angleterre et une forte majorité en France, on n'y trouvait aucune majorité d'hommes. Particulièrement frappant est l'écart entre les femmes et les hommes en Angleterre (les trois quarts des femmes étant opposées à la guerre contre moins d'un tiers des hommes), tandis qu'en France l'écart entre les genres est le plus réduit. Commentant les résultats américains, l'Institut Harris (cité dans Gallagher 1993 : 29) déclare : « pour la première fois, seules les femmes ont réussi à retourner les sondages d'opinion au sujet de la guerre. Elles ont fait vaciller l'opinion publique contre l'usage de la force militaire dans le Golfe par le Président Bush ».

On retrouva le même clivage quand, après le déclenchement de la guerre contre l'opinion des femmes, la manipulation de la population américaine par les médias redoubla pour faire endosser les « frappes chirurgicales » : 57 p. 100 des hommes contre 29 p. 100 des femmes les approuvèrent (Gallagher 1993 : 29).

On comprend dès lors la résistance farouche que les SMI opposent à l'accès des femmes à la parité dans la représentation parlementaire, car ce serait tout un pan du système patriarcal qui pourrait s'effondrer si celles-ci représentaient 50 p. 100 des personnes élues dans les parlements. Elles préféreraient sans doute augmenter les dépenses de santé et d'éducation, secteurs où elles ont toujours travaillé, plutôt que les crédits militaires destinés à grossir les profits des usines d'armements et des industries du nucléaire ou du spatial, secteurs à composante masculine dominante. Ce *gender gap*, quoique

moins accusé que le précédent, est cependant très perceptible. Ainsi, en 1989, au cours d'un sondage sur la défense nucléaire, les Françaises étaient plus nombreuses (61 p. 100) que les hommes (51 p. 100) à estimer que « l'argent qu'on consacre à la force de dissuasion nucléaire serait bien mieux utilisé à construire des écoles ou des hôpitaux » (Isnard 1990 : 4). Aux États-Unis, au cours des années 1980, les recherches ont montré que les Américaines affichaient beaucoup moins d'intérêt que les hommes pour assigner comme but à la politique étrangère de leur pays le maintien de la stabilité par la force militaire (*containment*); en revanche, elles prônaient plus souvent une politique étrangère visant à soutenir des buts altruistes à l'échelle de la planète : maintien de la paix, combat contre la faim, promotion de la coopération internationale (Gallagher 1993 : 29).

Le constat du *gender gap* n'implique nullement de postuler l'existence d'une différence métaphysique entre « nature » masculine et féminine, comme le font les membres du CMI et leurs adeptes pour refuser aux femmes aussi bien l'accès au pouvoir invisible des *old boys' networks* qu'au pouvoir visible des parlements et pour les renvoyer à la procréation et à leurs rôles traditionnels dans la famille, la société, l'armée et la production civile ou militaire. Les constats suivants suffisent à expliquer le *gender gap* :

- dès le berceau, filles et garçons sont socialisés différemment, et cette différence se poursuit jusqu'à la tombe. Les petits garçons, puis les adolescents, sont socialisés à la violence, tandis que les filles le sont à identifier « féminité » avec passivité et soumission. Birgit Brocke-Utne (1985 : 85 et suiv.) a bien montré comment, dès l'école maternelle, les garçons sont socialisés à identifier leur genre avec l'agressivité, identification qui s'aggrave ensuite avec leur exposition aux images de la télévision et aux sports de compétition;
- cette socialisation différentielle motive garçons et filles à poursuivre des orientations universitaires différentes. Les jeunes gens forment le gros des effectifs poursuivant les études supérieures en sciences ou se préparant à la carrière d'ingénieur, tandis que les jeunes filles préfèrent aux sciences dures (physique, mathématiques, etc.) et à la carrière d'ingénieure (toutes disciplines dont sont sorties les armes sophistiquées dites intelligentes) l'investissement dans la littérature, la linguistique, les sciences sociales, la biologie, les sciences naturelles et la médecine. Ainsi, aux États-Unis, au cours de la même période, les femmes ont reçu plus de la moitié des nouveaux doctorats en psychologie, mais 7 p. 100 seulement ont un diplôme d'ingénieure (« The Status of Science [...] » 1993 : 73);
- dans les pays développés, les femmes ont en moyenne un niveau d'éducation supérieur à celui des hommes si l'on prend comme critère à la fois le nombre d'années de scolarisation et le pourcentage de diplômées et de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En donnant la valeur de 100 à la moyenne du nombre d'années de scolarisation des garçons, l'ONU constate que les filles ont un nombre moyen d'années de scolarisation supérieur à celui des garçons : de 102 en France, en Angleterre et aux États-Unis, alors que la parité caractérise le Japon (PNUD 1994 : 202). De même, si l'on donne la valeur de 100 à la moyenne des garçons ayant acquis un diplôme de deuxième cycle de l'enseignement

secondaire, il apparaît que les filles sont plus souvent diplômées que les garçons, autrement dit qu'elles ont mis plus de ténacité dans la poursuite de leurs études. Ainsi, pour 100 garçons diplômés, on compte 112 filles en France, 106 aux États-Unis et en Angleterre et 107 au Japon (PNUD 1994 : 202). Un niveau d'éducation plus élevé peut amener les femmes à contester le paradigme de la violence militaire comme mode de solution des conflits et à envisager plus souvent des alternatives au nucléaire, civil ou militaire;

- pour Rosalie Bertell (1985 : 307), les femmes, peu présentes dans les positions clés du domaine politique, économique et social, sont amenées à se censurer beaucoup moins souvent que les hommes, car elles ont peu à perdre à dénoncer les dangers du nucléaire, du civil ou du militaire;
- dans tous les pays du monde, les femmes souffrent de la violence, plus souvent que les hommes, aussi bien à la maison et dans la rue que devant les guerres, civiles ou interétatiques, d'où leur répugnance, plus fréquente que chez les hommes, à l'envisager comme mode de solution des conflits;
- les femmes sont mieux entraînées que les hommes à utiliser la négociation pour arriver à leurs fins. Il est remarquable que, de tous les mouvements de libération, celui des femmes soit le seul qui ait obtenu des victoires en remplaçant la violence par une panoplie de moyens autres (négociations, dialogue, information du public, manifestations pacifiques, etc.).

Tous ces facteurs convergent pour rendre les femmes moins réceptives aux manipulations des médias, qui, subissant l'emprise économique et politique des SMI, se font les principaux artisans, auprès de l'opinion publique, de la légitimation du recours à la violence militaire. La société ayant placé les femmes dans une situation particulière par rapport aux violences et aux choix de vie, on peut s'attendre à des réponses différentes de leur part, sans qu'il soit nécessaire de postuler une quelconque différence de « nature » entre les genres.

Cette évaluation des attitudes et comportements des femmes permet de mesurer l'immense gaspillage de ressources humaines que réalise le système patriarcal militaro-industriel quand il prive les femmes de l'accès au pouvoir politique ou économique, en les rejetant aussi bien du Parlement que des autres centres de décision. Ainsi, déjà en pourcentage dérisoire parmi les membres des parlements des États militarisés, elles ne sont présentes que dans une proportion de 22 p. 100 dans les postes les plus élevés de l'administration anglaise et encore moins dans la haute administration française (9 p. 100) (PNUD 1994 : 201). Admettre la présence des femmes, autre que symbolique, au sommet de la hiérarchie administrative serait menacer la puissante bureaucratie qui, en particulier à la tête des ministères de la Défense, des Finances et de l'Économie, planifie le budget militaire de l'État en vue de sa ratification par des élus, en majorité gagnés à la cause des SMI.

## **La culture de guerre et la politique du genre**

La militarisation repose aussi sur « une culture de guerre » que l'on peut considérer comme « une politique du genre », dans la mesure où celle-ci conforte et amplifie la domination des hommes sur les femmes et ignore ou méprise les aspirations des femmes à la dignité, à la liberté et au bien-être. Elle implique la persistance des images archaïques des identités masculines et

féminines, les hommes étant censés être par essence supérieurs aux femmes, tandis que celles-ci sont supposées aimer la domination et se complaire dans le masochisme.

Cette culture de guerre s'affirme dans les violences inouïes infligées aux femmes du pays ou du clan ennemi en temps de guerres civiles ou interétatiques. En temps de paix, elle se révèle à la fois dans les pratiques de l'armée à l'égard des femmes militaires tout autant que dans les conséquences désastreuses pour la population féminine civile de choix budgétaires favorisant la militarisation.

### **À l'intérieur des forces armées**

Pour Astrid Albrecht-Heide (1981 : 86), la structure interne du système militaire a un effet évident sur la socialisation des femmes et des hommes, invités à se conformer à des stéréotypes :

Le militaire comme « institution totale » implique une dépersonnalisation par le moyen de l'humiliation. À travers les symboles et les rituels militaires, il divise les « machos » (« les hommes réels ») et les victimes du machisme (les femmes et les hommes qui ne sont pas assez brutaux).

Ce constat s'applique aussi bien aux jeunes recrues dans les casernes qu'aux intellectuels de la défense (défense intellectuels). L'entraînement des jeunes recrues dans les casernes est basé sur le culte de la « virilité », indissociable d'un comportement d'agressivité et de mépris des femmes :

Dans l'environnement des garnisons masculines, l'adéquation sexuelle est révélée par l'endurance physique et l'agressivité. Dans un tel univers, les relations avec les femmes sont typiquement superficielles et d'exploitation, la femme étant perçue non pas comme une personne qui ressent mais comme un être faible et un « objet » moins capable.

Cortright citée dans Albrecht-Heide 1981 : 86

Cette culture de guerre qui fait des femmes « le repos du guerrier » se traduit en fait par un redoublement de violence à l'égard des femmes militaires, engagées dans l'armée. Ainsi, au sein des forces armées des États-Unis, les viols des femmes sont deux fois plus nombreux qu'au sein de la société civile, le harcèlement sexuel est plus fréquent et « la chasse aux sorcières » concernant l'homosexualité est plus répandue que pour les recrues masculines (Megens et Wings 1981 : 47).

La pornographie, qui a toujours fleuri dans les chambrées militaires, est une autre dimension d'une culture de guerre qui a maintenant envahi la société civile. Aux États-Unis, sociologues, juristes et psychiatres comme Pauline Bart ont montré que la pornographie avait été déterminante dans la croissance des viols dans ce pays (Bart et O'Brien 1985). De plus, la juriste Kathleen Barry a recueilli

les témoignages de violeurs dont la plupart déclarèrent qu'ils avaient été incités à commettre ce crime après avoir vu des images pornographiques<sup>1</sup>.

Pour sa part, Carol Cohen a montré que les « intellectuels de la défense » (defence intellectuals), qui mettent au point des stratégies de défense pour légitimer les productions d'armes nucléaires, se réclament de l'objectivité et de la neutralité alors que leur langage véhicule une véritable obsession de la virilité et du pouvoir. Leur jargon pseudo-scientifique révèle en effet

des courants d'excitation homoérotique, la domination hétérosexuelle, l'élan vers la compétence et la maîtrise, les plaisirs d'appartenir aux membres d'une élite et d'un groupe privilégié, de l'importance ultime et du sens d'appartenir à une prêtrise ayant le pouvoir excitant de devenir la Mort...

Cohen 1988 : 310

De cette accumulation d'évidences, on peut en conclure que « la politique de domination/soumission est tellement renforcée par le militarisme que l'une ne peut être éliminée sans l'autre » (Kokopeli et Lakey cités dans McAllister 1982 : 231).

Les revendications d'émancipation et de dignité des femmes, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'armée, se sont exprimées dans les mouvements féministes et dans le travail de démythification des intellectuelles féministes. Elles ont révélé le mensonge des stéréotypes de la « virilité » et de la « féminité », dont l'origine est rattachée à la « nature », alors qu'ils sont le résultat d'une culture de guerre, engendrant une politique du genre qui, après l'institution militaire, a envahi toute la société civile.

### **Dans les allocations budgétaires**

En dépensant beaucoup pour la machine militaire, les SMI pénalisent les femmes dans leur droit au bien-être physique et moral. Il suffit de se référer à l'exemple des pays du Tiers-Monde où sévit l'attrait pour les équipements militaires pour en avoir la conviction. Dans ces pays, la proportion des dépenses militaires correspondait à 143 p. 100 de l'ensemble des dépenses de santé et d'éducation en 1960 et à 65 p. 100 en 1990-1991 (PNUD 1994 : 211). Or la santé et l'éducation sont ce qui manque le plus aux femmes de ces pays qui aspirent à la liberté, au bien-être et à s'émanciper des grossesses non désirées. La ponction des ressources au profit du militaire est encore plus dommageable pour les femmes des pays ayant un indice faible de développement humain (IDH), ce qui représente encore, en 1993, 42 p. 100 de la population mondiale. Dans ces pays en effet où, d'après l'ONU, les dépenses militaires équivalent à 65 p. 100 de la totalité des dépenses de santé et d'éducation, la situation des femmes présente le profil suivant :

- les femmes y sont moins nombreuses que les hommes : pour 100 hommes en effet, on recense 96 femmes (PNUD 1994 : 159). Cela, sans doute parce que le sexe féminin fait l'objet d'une sélection négative soit au cours de la grossesse, soit après la naissance, par manque de soins;

---

1. Informations fournies par Kathleen Barry au cours de la table ronde sur « Pornographie et politique », organisée par le Mouvement Arc en ciel et tenue à Paris le 8 mars 1988.

- 47 p. 100 seulement des filles vont à l'école primaire (PNUD 1994 : 157);
- seulement 36 p. 100 des femmes âgées entre 15 et 24 ans sont alphabétisées (PNUD 1994 : 157);
- 45 p. 100 seulement des femmes ont accès à l'eau potable (un milliard de femmes en sont privées) (PNUD 1994 : 149);
- pour 100 000 naissances vivantes chaque année, on enregistre 640 femmes qui meurent au cours de la grossesse contre 56 dans les pays à indice de développement humain élevé (PNUD 1994 : 227);
- 18 p. 100 seulement des femmes utilisent un moyen contraceptif (PNUD 1994 : 187) et ce, plus souvent, comme on l'a montré pour l'Afrique, par manque de moyens financiers que par ignorance.

Ces statistiques sont suffisamment révélatrices du mépris des femmes par les SMI des cinq grandes puissances qui siègent au Conseil de sécurité et qui réalisent 86 p. 100 de la totalité des ventes d'armes destinées au Tiers-Monde (PNUD 1994 : 57). Les deux tiers de ces armes sont vendues aux dix pays les plus pauvres de la planète où la situation des femmes est la plus déplorable, parmi lesquels se trouvent l'Afghanistan, l'Inde et le Pakistan. Ces trois pays importent 30 p. 100 de la totalité des armes destinés aux pays en développement (PNUD 1994 : 58).

Ce n'est qu'en apparence que les pays riches peuvent concilier à la fois des dépenses militaires élevées et des dépenses de santé, d'éducation et de services susceptibles de contribuer au bien-être des femmes. Il suffit pour s'en convaincre de comparer la situation des femmes relative à la mortalité maternelle, au nombre de viols et au pourcentage du salaire féminin par rapport au salaire masculin dans les pays à forte militarisation (par les dépenses militaires tout autant que par leurs engagements, directs ou indirects, dans les conflits armés) et ceux qui ne le sont pas. Les tableaux suivants révèlent que la situation des femmes est nettement meilleure dans les trois pays scandinaves (Suède, Norvège et Danemark) où la militarisation est moins prononcée qu'aux États-Unis, en France et en Angleterre.

Dans les pays scandinaves, les dépenses militaires publiques sont en effet de deux à trois fois moins élevées par rapport aux dépenses de santé et d'éducation que dans les pays fortement militarisés d'Occident, comme les États-Unis, la France et l'Angleterre, comme le révèlent les statistiques suivantes (PNUD 1994 : 201).

Dépenses militaires en pourcentage des dépenses consacrées  
à la santé et à l'éducation (1990-1991)

Suède	16 %
Norvège	22%
Danemark	18%
Finlande	15%
États-Unis	46%
France	29%
Royaume Uni	40%

En revanche, les femmes des pays scandinaves subissent moins souvent qu'aux États-Unis, en Angleterre et en France, les violences dues au manque de soins relatifs à la grossesse et à la naissance, au viol et à l'injustice économique (PNUD 1994 : 201) :

	Mortalité maternelle *	Viols **	Salaires féminins (en % des salaires masculins) ***
Suède	7	43	90
Norvège	4	20	87
Danemark	4	35	83
États-Unis	13	118	59
Angleterre	11	–	70
France	13	17	81

\* Décès de femmes survenus par suite d'une grossesse pour 100 000 naissances vivantes en 1988.

\*\* Nombre annuel de viols déclarés pour 100 000 femmes de 15 à 59 ans au cours des années 1985-1990.

\*\*\* Salaires féminins en pourcentage des salaires masculins au cours de la période 1990-1992.

Il apparaît que les deux groupes de pays s'opposent quant aux violences à l'égard des femmes :

- les morts maternelles sont de deux à trois fois plus fréquentes dans les pays fortement militarisés que dans les pays scandinaves, moins militarisés;
- les viols sont de trois à six fois plus élevés aux États-Unis que dans les pays scandinaves. Si en France, les viols de femmes ne sont pas plus élevés que dans ces derniers pays, ce peut être parce que les femmes refusent plus

- souvent de porter plainte ou encore par suite d'une nouvelle loi plus sévère qui considère le viol comme un crime et non plus comme un délit;
- les écarts des salaires moyens féminins par rapport aux salaires moyens masculins sont beaucoup plus réduits dans les pays scandinaves qu'aux États-Unis et en Angleterre, la France occupant une position médiane.

Par conséquent, même dans les pays riches où le niveau du produit national brut (PNB) permet de dépenser à la fois pour le militaire et pour les services destinés aux femmes, celles-ci pâtissent nettement de la ponction effectuée par des dépenses militaires élevées dans les budgets nationaux ainsi que des conséquences à leur égard des comportements de violence que leurs compatriotes masculins sont libres de pratiquer à l'encontre des femmes ennemies, au cours d'expéditions militaires à l'étranger.

## Conclusion

Jusqu'ici, on se bornait le plus souvent à identifier les SMI à un système sexiste ou patriarcal, même quand on y voyait un « archétype » du patriarcat. Mais il faut aller plus loin et admettre que ce système fonctionne en pratiquant à très large échelle une politique du genre dynamique qui se révèle non seulement en temps de guerre mais aussi en temps de paix. Cette politique du genre consiste à exclure les femmes des positions de pouvoir dans l'économie et dans la sphère des décisions politiques et à maintenir une « culture de guerre », propre à entretenir dans l'inconscient collectif une image de l'infériorité des femmes et de la supériorité des hommes. Cette culture de guerre repose, entre autres, sur la violence exercée par les hommes à l'égard des femmes et sur des allocations de ressources publiques en faveur du militaire et au détriment des femmes<sup>2</sup>.

La pensée féministe devrait, plus souvent qu'elle ne le fait, axer sa réflexion sur le paradigme de l'identification de la « sécurité nationale » avec la militarisation. Les souffrances et les violences inouïes supportées par les femmes au cours des opérations militaires, le chômage, le mépris, les discriminations sociales, économiques et politiques en temps de paix sont légitimées par l'idéologie et les pratiques des SMI concernant les genres. Des dépenses militaires excessives, tout autant que le surarmement et sa consommation dans des conflits armés, censées assurer la sécurité nationale se sont révélées impuissantes à assurer la sécurité, le bien-être et la liberté des femmes.

Cette situation devrait révolter les femmes plutôt que de les maintenir dans la soumission et l'acceptation des mythes et manipulations qui servent à fabriquer le consensus relatif à la « défense » et à identifier sécurité avec défense nationale. Car le consensus sur la défense nationale, s'il sert le pouvoir et les profits des CMI, ne peut se maintenir qu'en bloquant pour les femmes l'accès à la démocratie paritaire et en perpétuant indéfiniment leur situation de « citoyennes de seconde zone ».

---

2. Cette thèse de la politique du genre pratiquée par les CMI a été élaborée dans Michel (1995).

Les femmes plus que les hommes devraient être motivées à contester les postulats de la « défense nationale » et à redéfinir leur conception de la sécurité. Mais si des féministes en tant qu'individues (artistes, chercheuses, enseignantes, etc.) se sont clairement prononcées dans leurs oeuvres, leurs écrits ou leurs actions contre la militarisation et y ont décrypté l'oeuvre du patriarcat, cette contestation n'a pas encore motivé les mouvements féministes dans leur ensemble. Et ce, malgré l'exception remarquable d'un mouvement très limité comme celui qui, dans les années 1980, a mobilisé des femmes contre le déploiement des missiles nucléaires en Angleterre (dans le camp des femmes de Greenham Common) ou en République fédérale allemande (dans leur coordination avec les luttes du Parti des verts) (Kelly 1992).

Il serait grand temps également que, dans les pays du centre, principaux responsables de la militarisation de la planète, les chercheuses s'interrogent pour repenser la finalité d'un système militaro-industriel qui demeure l'archétype du système patriarcal dans les relations entre les sexes et où la société civile trouve à la fois la justification et la préservation de son sexisme.

*Andrée Michel*  
*Directrice honoraire de recherche*  
*CNRS, Paris*

## RÉFÉRENCES

- ALBRECHT-HEIDE, Astrid  
1981 « The Peaceful Sex », in Wendy Chapkis (dir.), *Loaded Questions : Women and The Military*. Amsterdam et Washington, Transnational Institute : 83-87.
- ANDERSON, Marion  
1988 « Impact of military budget on employment for women », in Eva Isaksson (dir.) *Women and the Military System*. New York, Londres, Toronto, Sydney, Tokyo, Harvester-Wheatsheaf : 133-141.
- ANDERSON, Marion, Michael Frish et Michael Oden  
1986 *The Empty Pork Barrel. The Employment Cost of Military Build-up, 1981-1985*. Lansing (Michigan), Employment Research Associates.
- ANDRÉ, Catherine  
1993 « États-Unis : l'emploi à deux vitesses », *Alternatives économiques*, 110, sept.-oct. : 42-46.
- ASTRE, Georges-Albert et Pierre Lépinasse  
1985 *La démocratie contrariée*. Paris, La Découverte.
- BART, Pauline et Patricia O'Brien  
1985 *Stopping Rape*. New York, Pergamon Press.
- BERTELL, Rosalie  
1985 *No Immediate Danger (Prognosis for a Radioactive Earth)*. Londres, The Women's Press.
- BOUTHOUL, Gaston  
1970 *Traité de polémologie, Sociologie des guerres*. Paris, Payot.
- BROCK-UTNE, Birgit  
1985 *Educating for Peace, A Feminist Perspective*. New York, Pergamon Press (The Athene Series).

COHEN, Carol

1988 « A Feminist Spy in the House of Death : Unravelling the Language of Strategic Analysis », in Eva Isaksson (dir.), *Women and The Military System*. New York, Londres, Toronto, Sydney, Tokyo. Harvester-Wheatsheaf : 288-317.

DRESSEN, Maenix

1985 « Des principes à la réalité », *L'Économie en question*, 31, 2<sup>e</sup> trimestre : 7.

ENLOE, Cynthia

1983 *Does Khaki Become You ?* Boston, South End Press.

1985 « Bananas, Bases and Patriarchy, Some Feminist Questions about the Militarization of Central America », *Radical America*, 19, 4 : 7-23.

FROBEL, Folker, Jurgen Heinrichs et Otto Kreye

1980 *The New International Division of Labor, Structural Unemployment in Industrialized Countries and Industrialization in Developing Countries*. Paris, Cambridge University Press et Maison des sciences de l'Homme.

GALLAGHER, Nancy

1993 « The Gender Gap in Popular Attitudes toward the Use of Force », in Ruth H. Howes et Michael R. Stevenson (dir.), *Women and the Use of Military Force*. Boulder et Londres, Lynne Rienner Publishers : 23-37.

GROSSMAN, Rachael

1981 « Women's Place in the Integrated Circuit », *Radical America*, 14, 1 : 29-49.

INTERNATIONAL RESISTERS TO WARS

1991 « Women against War in the Gulf », pamphlet, 1 p.

ISNARD, Jacques

1990 « Un sondage CSA-Le Monde-FR3 : Les Français et la Défense », *Le Monde*, 23 mai : 14.

KELLY, Petra

1992 *Non Violence Speaks to Power*. Honolulu Hawaï, University of Hawaï, Center for Global Non Violence Planning Project.

KEMP, Anita

1984 « The Third World Impact of Superpower Military Competition : Links to Militarization and Poverty », *Current Research on Peace and Violence*, 2-3 (Tampere Peace Research Institute, Tampere University, Finlande) : 105-127.

LÉGER-SIVARD, Ruth *et al.*

1993 *World Military and Social Expenditures 1993*. 15<sup>e</sup> éd., Washington, World Priorities.

LUYTEN, Anna

1991 « Nous avons appris ce que l'Europe a apporté à notre culture », *Chronique féministe*, 39, mars-avril : 27-29.

MACK, Andrew

1993 « Des flots croissants d'armes se déversent sur la région Asie-Pacifique », *Le Monde diplomatique*, juin : 22-23.

MCALLISTER, Pam

1982 *Reweaving the Web of Life*. Philadelphie, New Society Publishers.

MCLEAN, Scilla (dir.)

1986 *How Nuclear Weapons Decisions Are Made*. Londres, MacMillan and The Oxford Research Group.

MEGENS, Ine et Mary Wings

1981 « The Recruitment of Women », in Wendy Chapkis (dir.), *Loaded Questions : Women and the Military*. Amsterdam et Washington, Transnational Institute : 41-49.

MELMAN, Seymour

1988 « Consequences of Permanent War Economy », in *The Military-Industrial Complex : Eisenhower's Warning Thirty Years Later*, An Interdisciplinary Conference. Corvallis (Oregon), Oregon State University, 13-15 octobre : 1-62.

MERTON, Robert

1963 *Éléments de méthode sociologique*. Paris, Plon.

MICHEL, Andrée

1995 *Surarmement, pouvoirs, démocratie*. Paris, L'Harmattan (à paraître).

1994 « Les femmes, la violence militaire et les droits humains », *Études internationales*, XXV, 1, mars : 145-159.

1985 « Les complexes militaro-industriels et les violences à l'égard des femmes », *Nouvelles questions féministes*, 11-12, hiver : 9-73.

NATIONS UNIES

1983 *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements*. Paris, Economica.

OXFORD RESEARCH GROUP

1984 *Nuclear Weapons Decision-Making : Initial Findings*. Oxford, Oxford Research Group, août.

PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement)

1994 *Rapport mondial sur le développement humain*. Paris, Economica.

POLLOCK PETCHEVSKY, Rosalind

1984 « L'antiféminisme et la montée de la nouvelle droite aux États-Unis », *Nouvelles questions féministes*, 6-7, printemps : 55-104.

RADICAL STATISTICS NUCLEAR DISARMAMENT GROUP (ed.)

1982 *The Nuclear Numbers Game (Understanding the Statistics Behind the Bombs)*. Londres : 1-2.

RENNER, Michael

1989 « Enhancing Global Security », in Lester Brown *et al.*, *State of the World 1989*. New York, Londres, W. Norton : 132-153..

REYNAUD, Emmanuel

1988 *Les femmes, la violence et l'armée*. Paris, Fondation pour les études de défense nationale.

SMITH, Joan

1984 « The Paradox of Women's Poverty : Wage-earning Women and Economic Transformation », *Signs*, 10, 2, hiver : 291-310.

« The status of Science : Male versus Female Scientists »

1993 *WIN News*, 19, 2 : 73.

« Un sondage CSA-Politis sur la guerre »

1991 *Politis*, 127, fév. : 14-19.

WECHSLER SEGAL, Mady

1993 « Women in the Armed Forces », in Ruth H. Howes et Michael R. Stevenson (dir.), *Women and the Use of Military Force*. Boulder et Londres, Lynne Rienner Publishers : 81-93.